

La FGTB a lancé fin octobre un appel à la constitution d'un front social face aux velléités, qui transpirent des négociations en cours, de régionalisation partielle ou totale de la Sécurité sociale et des impôts directs. L'appel cible clairement la N-VA, le parti nationaliste de Bart De Wever. Il faut dire qu'elle a capté les voix de nombreux travailleurs et allocataires sociaux en Flandre lors des élections de juin. Parmi eux, il y a évidemment bon nombre d'affiliés des syndicats et donc de la FGTB. Pire encore, des délégués syndicaux commencent à relayer le discours de la N-VA dans les assemblées syndicales ou sur leur lieu de travail. Il y a donc péril en la demeure.

La LCR salue cette initiative qui, pour être tardive, n'en est pas moins salutaire. Elle est tardive, car les partis actuellement à la manœuvre sont convenus très tôt de transférer certains pans de la Sécurité sociale (allocations familiales, soins de santé) aux entités fédérées sans susciter de réactions très fermes de la part des syndicats. Elle est salutaire, car Bart De Wever, s'est clairement positionné sur le terrain de la lutte des classes, mais du côté du patronat. Ses propositions ne feront que mettre en concurrence les salariés et les allocataires sociaux de tout le pays pour mieux les appauvrir.

La FGTB a publié un document où elle démonte point par point le programme de la N-VA. Celle-ci n'y a vu qu'une manœuvre du PS pour la mettre sous pression afin qu'elle fasse davantage de concessions. La N-VA souligne à l'appui de sa thèse que l'initiative de la FGTB a été lancée juste après le rejet par le PS de la note que Bart De Wever avait formulée en tant que "clarificateur". Mais dès le lendemain, le ministre PS Paul Magnette tempérait ce rejet en admettant que les notes di Rupo et De Wever convergeaient à 90%. Les dénégations confuses de Magnette n'y changeront rien : la note di Rupo prévoyait bel et bien le transfert des allocations familiales et d'une partie des soins de santé ; elle prévoyait également 25 milliards

d'économies et/ou de recettes nouvelles pour équilibrer les comptes de l'Etat et rembourser la dette aux banques si généreusement renflouées avec l'argent de la collectivité.

La productivité croît plus vite que le vieillissement

Voilà pourquoi le front social que la FGTB appelle de ses vœux ne doit pas se contenter de cibler la N-VA. L'appel de la FGTB doit déboucher sur une nouvelle Opération Vérité comparable à celle qui fut le prélude à la grande grève de 1960-61. Une campagne qui rétablit la vérité sur nos cotisations sociales qui font partie de nos salaires indirects. La vérité sur le coût soi-disant exorbitant des pensions alors que la productivité du travail croît plus vite que le vieillissement, la vérité sur la nécessité de l'impôt pour financer les besoins collectifs tels que les services publics.

Une telle opération vérité, menée en front commun syndical, serait un formidable instrument de mobilisation pour s'opposer à la politique d'austérité. Elle ouvrirait aussi un espace de discussion sur les relais politiques du mouvement syndical. Nous avons des partis qui défendent l'autonomie des entités fédérées ; il y en a d'autres qui défendent l'intégrité de l'Etat fédéral. Mais quels sont ceux qui défendent l'autonomie et l'intégrité de l'entité Sécurité sociale ? Les salariés et les allocataires sociaux ont besoin d'un parti qui la défende avec le même acharnement que d'autres mettent à la détruire.